



Association Nationale des Élus
des Territoires Touristiques

Communiqué de presse

Paris, le mardi 29 août 2023



Refonte du calendrier scolaire estival : les élus des territoires littoraux réaffirment leur attachement à un modèle touristique durable

L'Association Nationale des Élus des Littoraux (A.N.E.L.) et l'Association Nationale des Élus des Territoires Touristiques (A.N.E.T.T.) tiennent à exprimer leur inquiétude concernant la réduction du calendrier des vacances scolaires estivales proposée par le président de la République le 23 août dernier.

Pour de nombreuses collectivités touristiques, à commencer par celles du littoral, la période estivale représente un pilier économique essentiel. La venue des touristes durant les mois d'été permet aux commerces, hôtels, restaurants et autres activités de loisirs de prospérer. Une réduction des vacances scolaires estivales porterait un coup dur à cette dynamique et menacerait une partie des 340 000 emplois issus du tourisme littoral.

Les élus du littoral ont toujours travaillé en étroite collaboration avec les différents secteurs économiques pour assurer la pérennité de leurs territoires et le bien-être de leurs habitants. Cette proposition, si elle était mise en œuvre, compromettrait les efforts déployés depuis des années pour lisser la pression des flux touristiques et promouvoir un modèle d'attractivité durable sur l'ensemble des façades métropolitaines et ultra-marines.

Les élus de l'A.N.E.L. et de l'A.N.E.T.T. rappellent par ailleurs que le tourisme estival ne se limite pas seulement aux revenus qu'il génère pour les communes, il est aussi constitutif d'un art de vivre. La découverte du patrimoine littoral, qu'il soit naturel ou culturel, participe au développement de vacances "apprenantes" et contribue à la sensibilisation des jeunes générations aux enjeux environnementaux. L'apprentissage ne se résume pas aux bancs d'école. L'été, c'est aussi une leçon de vie.

Tout changement majeur concernant le calendrier scolaire doit ainsi être envisagé avec prudence, en prenant en compte l'ensemble des répercussions possibles pour le littoral, qui reste la première destination touristique des Français. Avant de changer la donne, écoutons ceux qui jouent la partie. Nous appelons donc à un dialogue constructif avec le Gouvernement pour étudier l'impact réel d'une telle mesure et trouver des solutions équilibrées, qui prennent en considération l'intérêt des élèves, des familles, mais aussi des territoires qui dépendent fortement de la haute saison estivale.

Yannick MOREAU, Président de l'A.N.E.L.
Philippe SUEUR, Président de l'A.N.E.T.T.